



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VANHEEDE ENVIRONNEMENT

Parc des industries Artois Flandres
Avenue de Sofia
62138 Billy-Berclau

Références : 462-2025
Code AIOT : 0007005009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement VANHEEDE ENVIRONNEMENT implanté Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 Billy-Berclau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejet des eaux pluviales: respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANHEEDE ENVIRONNEMENT
- Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 Billy-Berclau
- Code AIOT : 0007005009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Situation administrative

La société VANHEEDE FRANCE a été autorisée à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux par arrêté préfectoral du 9 novembre 2011.

En 2022, la société VANHEEDE déposait une nouvelle demande d'autorisation pour l'exploitation d'une unité de transformation et de traitement de déchets non dangereux et non inertes (fabrication de CSR) ainsi que le traitement de biodéchets sur son site de BILLY-BERCLAU.

Par arrêté préfectoral du 11/07/2023, la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT était autorisée:

- à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux,
- à produire 350 tonnes par jour de CSR (combustible solide de récupération) directement sur le site,
- à augmenter sa quantité de tri de déchets non dangereux (250 tonnes par jour au lieu de 140 tonnes)
- à traiter 150 tonnes par jour de biodéchets alimentaires non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	AP de Mise en Demeure du 14/04/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués sur site par l'Inspection à l'occasion de la visite du 29/08/2025 n'ont pas permis de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2025. Toutefois, la mise en place d'une unité mobile de traitement des eaux pluviales depuis le mois de juillet 2025 a permis de constater le respect des valeurs réglementaires pour les paramètres DBO5 et MES (respect pour les 6 analyses réalisées depuis le 18/07/2025).

La valeur limite pour le paramètre DCO n'a été respectée qu'une seule fois pour les 6 analyses. Les valeurs mesurées pour la DCO sont toutefois en très grosse diminution (valeurs divisées par 10) par rapport à celles réalisées avant la mise en place du traitement biologique.

Le traitement biologique réalisé semble être une solution efficace au respect des valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO, DBO5 et MES du rejet d'eaux pluviales n°2. Quelques réglages sont encore nécessaires.

L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection les analyses du rejet des eaux pluviales tous les 15 jours.

A ces conditions, l'Inspection ne propose pas de nouvelles sanctions administratives à ce stade pour le non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2025 (non-respect de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2023).

Une nouvelle inspection sera réalisée courant novembre: celle-ci devra permettre de confirmer les améliorations constatées et de valider le respect des valeurs limites de l'ensemble des paramètres du rejet des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, rejet d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société VANHEEDE ENVIRONNEMENT est mise en demeure, pour son site situé Parc des industries Artois Flandres - Avenue de Sofia à BILLY-BERCLAU (62138), de respecter les prescriptions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2023 dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS				
<div> <div>Article 4.3.10 Valeurs limites d'émission des eaux pluviales (Points de rejet n°2 et n°3)</div> <div>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définie :</div> <div>Référence des rejets vers le milieu récepteur : n°2 et n°3 (Cf. repérage des rejets sous l'article 4.3.5)</div> </div> <div> <table> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Concentrations instantanées (mg/l)</th> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> </tr> </table> </div>	Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)			4.3.10	1 mois
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)					

DBO5	10
DCO	40
MES	35
<p>Les effluents doivent avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30 °C. Le débit doit être inférieur à 350 m³/j.</p>	

Constats :

Rappel des non-conformités: les valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO, DBO5 et MES du rejet d'eaux pluviales n°2 étaient dépassées pour les autosurveillances de mars, juillet et septembre 2024. De gros dépassements des valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO (valeurs relevées de 613 mg/L et 1100 mg/L pour une valeur limite de 40 mg/L) et DBO5 (valeurs relevées de 250 mg/L et 420 mg/L pour une valeur limite de 10 mg/L) avaient été observés pour le rejet d'eaux pluviales n°2 lors des contrôles inopinés réalisés en juillet et octobre 2024.

L'origine de la pollution semblait être l'activité de transit des déchets non dangereux / déchets alimentaires réalisée sur le site. La charge organique retrouvée dans les analyses des eaux pouvait provenir de ces déchets : les eaux pluviales chargées en déchets organiques se retrouvaient ainsi dans le bassin du site avant rejet.

La société VANHEEDE ENVIRONNEMENT émettait également l'hypothèse que les roues de camions pourraient contribuer à cette pollution, ainsi que les déjections de nombreuses mouettes présentes autour du site.

Depuis notre dernière inspection du 24/09/2024, l'exploitant nous avait indiqué via différents messages électroniques avoir pris les mesures suivantes :

- nettoyage quotidien de la cour (surfaces de voiries)

- passage d'une société (Cantonniers Privés) pour le nettoyage de la cour (brosse + jet d'eau + aspiration) chaque vendredi
- activité « déchets alimentaires » réalisée sous bâtiment semi-ouvert dans une zone non soumise aux eaux de ruissellement
- chargement et déchargement des camions de croquettes (déchets alimentaires) à l'intérieur des bâtiments afin de minimiser les résidus de déchets alimentaires à l'extérieur
- gestion des rotations de stocks alimentaires pour minimiser la quantité instantanée stockée et limiter le jus présent
- curage trimestriel (à la place d'une fréquence semestrielle) du réseau des eaux pluviales et du bassin de tamponnement
- déplacement de la ligne de tri mobile dans le nouveau bâtiment SWM2 dans le but d'éviter la sortie d'engins à godet avec des déchets et donc le risque de propagation de ces derniers dans le réseau des eaux pluviales de ruissellement
- mise en place (toujours en cours) d'un filet anti-mouettes au niveau du box de stockage des déchets alimentaires

Devant le manque de résultats conformes des analyses d'eaux pluviales (voir valeurs dans le tableau ci-dessous), la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT faisait appel à la société TREVI (d'autres sociétés ont également été sollicitées) pour l'installation d'une unité mobile de traitement biologique des eaux pluviales. Celle-ci a commencé à fonctionner le 10/07 (premières analyses le 18/07).

Une première phase de test est pour l'instant toujours en cours. Elle doit permettre de vérifier si les valeurs limites des paramètres du rejet des eaux pluviales tendent à être respectées.

Des analyses du rejet des eaux pluviales sont réalisées toutes les semaines afin de trouver les bons réglages.

La solution biologique fonctionne en cycle selon les étapes suivantes:

- pompage des eaux dans le bassin du site (volume de 784 m³) vers la station de traitement (capacité de traitement de 12 à 13 m³ par jour)
- dénitrification (élimination de l'azote)
- aération
- post-dénitrification (facultatif)
- post-aération (facultatif)
- décantation des boues actives
- évacuation de l'eau traitée vers le point de rejet.

Pendant cette phase de test, les eaux pluviales continuent d'être évacuées vers la STEP du SIZIAF de manière préventive. Le SIZIAF attend la levée de l'APMD du 14/04/2025 pour autoriser l'évacuation des eaux pluviales vers le réseau des eaux pluviales du SIZIAF puis vers le canal d'Aire.

Les résultats des analyses des eaux pluviales figurent ci-dessous :

Analyses avant la mise en place du traitement biologique :

		T 1 2023	T 2 2023	T 3 2023	T 4 2023	T 1 2024	T 2 2024	T 3 2024	T 4 2024	T 1 2025	T 2 2025

Para mètr es	Seuil s rejet s	Bassi n	Bassi n	Bassi n	Bassi n	Bassi n	Bassi n	Bassi n	Bassi n	Bassi n	Bassi n
PH		6,9	6,7	7,5	7,3	7,7	7,5	7,4	7	7,4	6,4
DBO 5	1 0 m g O2/L	212	147	130	68	39	370	240	100	460	140
MES	3 5 mg/L	71	71	68	48	50	110	68	48	150	63
DCO	4 0 m g O2/L	477	377	382	242	103	700	540	373	990	300
Plom b	0,05 µg/L	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,03	0,01	0,01	0,01
Hydr ocar bure s Tota ux	5 mg/L	2,44	1,74	0,5	1,1	0,57	0,17	0,14	1,05	0,66	0,74
Azot e glob al	1 0 mg/L				35,2	7,83	67	51	33,2	110	37

al											
Phosphore total	0 , 6 mg/L				2,6	0,5	6,3	3,8	3,1	8,3	3,2
métaux totaux (Cu,Ni,Pb,Zn,As,Se,Hg,Cr,Cd,Sn,Fe,Al)	5 mg/L				3,02	1,72	4,75	3,48	4,44	8,04	4,48

Analyses depuis le traitement biologique :

	s u i v i 18/07/25	s u i v i 23/07/25	s u i v i 30/07/25	s u i v i 04/08/25	s u i v i 12/08/25	s u i v i 19/08/25	Seuils rejets EP
Paramètres	A p r è s traiteme nt	A p r è s traiteme nt	A p r è s traiteme nt	A p r è s traiteme nt	A p r è s traiteme nt	A p r è s traiteme nt	
PH	7,9	7,8	7,2	9	7,6	9,9	
DBO5	7	4	8	4	<4	–	10

MES	2	17	5	14	3	16	35
DCO	51	49	74	51	35	48	40
Plomb	<0,0050	<0,0050	<0,0050	<0,0050	–	–	0,05
Hydrocarbures Totaux	<0,065	<0,065	<0,065	<0,065	–	–	5
Azote global	97	76,9	3,1	2,5	7,6	3,7	10
Phosphore total	1,42	2,02	2	0,61	0,33	0,12	0,6
métaux totaux (Cu,Ni,Pb, Zn,As,Se,Hg,Cr,Cd, Sn,Fe,Al)	0,27	1,7	0,3	2,67	–	–	5

Les paramètres DBO5 et MES respectent les valeurs réglementaires (respect pour les 6 analyses réalisées depuis le 18/07/2025).

Le paramètre DCO n'a été qu'une seule fois en dessous de la valeur réglementaire pour ces 6 analyses. Les valeurs mesurées en DCO sont toutefois en très grosse diminution (valeurs divisées par 10 et inférieures à 2 fois la valeur limite) par rapport à celles réalisées avant la mise en place du traitement biologique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif à l'exploitant : futures analyses du rejet des eaux pluviales à fournir à l'Inspection tous les 15 jours.

Type de suites proposées : Sans suite
